Entretien directif avec Charlie Mballa

Direct Interview With Charlie Mballa

Jean-Louis Roy

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5667>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.5667](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.5667)

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Jean-Louis Roy, « Entretien directif avec Charlie Mballa », *Revue Interventions économiques* [En ligne], Hors-série. Transformations | 2017, mis en ligne le 01 mars 2017, consulté le 30 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/5667> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.5667>

Creative Commons - Attribution 4.0 International - CC BY 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/>

Entretien directif avec Charlie Mballa

Jean-Louis Roy

Président de Partenariat International, Montréal
Secrétaire général de la Francophonie (1989-1999)

Je ne suis pas certain qu'il soit possible, voire souhaitable que l'Afrique parle d'une seule voix en tout domaine et en tout temps.

Charlie Mballa : *La mondialisation et la continentalisation semblent avoir imposé l'intégration comme une voie nécessaire au développement. Comment cet impératif de développement s'intègre-t-il concrètement dans les stratégies africaines de la Francophonie, d'hier à aujourd'hui?*

Jean-Louis Roy : De multiples manières, la Francophonie a porté un appui solide aux exigences de l'intégration. Sur le plan politique, elle a affirmé la nécessité de la régionalisation dans de multiples résolutions des Sommets francophones. Du point de vue du plan des programmes, elle a soutenu les institutions régionales en appuyant et/ou en participant à plusieurs de leurs initiatives. Son action fut majeure s'agissant du droit des affaires, du droit des assurances, de la concertation énergétique et environnementale. Enfin, la Francophonie a initié et/ou soutenu d'importantes initiatives dans le domaine culturel, du MASSA au FESPACO.

CM : *La Francophonie a-t-elle réussi à construire une certaine identité commune entre ses membres, qui soit de nature à servir aujourd'hui de passerelle pour l'unité de l'Afrique?*

J-LR : Je ne crois pas que la Francophonie ait vocation à construire une identité commune entre ses membres. Elle n'est pas « fédérative », mais intergouvernementale. Sa responsabilité est de trouver des formules de convergence entre ses membres dans les domaines qu'ils ont décidé de mettre en commun. Quand elle réussit, elle contribue au rapprochement d'une moitié du continent africain, ce qui est déjà un acquis pour l'Afrique tout entière.

CM : *Face aux enjeux du commerce international, comment évaluez-vous aujourd'hui le rôle de lobbying de la Francophonie pour l'Afrique dans les négociations internationales? Quelle est votre appréciation des efforts de l'Afrique pour parler d'une seule voix dans la diplomatie mondiale?*

J-LR : Depuis un quart de siècle, la Francophonie a exercé progressivement une fonction d'influence dans les négociations internationales en 1) organisant la concertation de ses pays membres à l'occasion de conférences internationales – Rio, Copenhague, Le Caire, Vienne, Beijing, etc.; 2) organisant la concertation des représentants de pays membres auprès des Nations-Unies – New York, Genève, Vienne – et auprès des organisations continentales – Bruxelles, Addis-Abeba; 3) signant des ententes et/ou en participant aux activités d'organisations internationales.

S'agissant de ce que vous désignez comme « les efforts de l'Afrique pour parler d'une seule voix dans la diplomatie mondiale », je ne suis pas certain qu'il soit possible, voire souhaitable que l'Afrique parle d'une seule voix en tout domaine et en tout temps. Tous les Africains n'ont pas la même pensée, n'ont pas les mêmes intérêts en toute situation. Ce qui ne signifie en rien qu'il soit exclu que l'ensemble des Africains partagent et défendent des positions convergentes, voire communes concernant certains dossiers dans les domaines de la réforme des institutions internationales, de la sécurité ou du commerce international par exemple.

CM : *Compte tenu de certains déséquilibres de l'ordre international, défavorables aux pays en développement, pensez-vous que l'Union africaine soit en mesure de concevoir un modèle d'intégration et de développement qui réponde d'abord aux besoins des États membres et de leurs populations respectives? Quelles sont, d'après vous, les ressources que le continent africain peut mobiliser pour accroître son poids politique lors des négociations internationales et assurer une meilleure défense de ses intérêts propres?*

J-LR : Outre la sécurité, trois dossiers sont prioritaires pour l'Afrique : (1) l'augmentation substantielle et continue de l'investissement; (2) l'industrialisation accélérée; (3) la croissance rapide et durable du commerce intracontinental et intra régional.

CM : *Est-il trop optimiste d'imaginer qu'un jour les partenaires de développement comme le Commonwealth, la Francophonie, les Nations-Unies et les institutions de Bretton Woods arriveront à harmoniser leur vision et leurs stratégies de développement à l'égard de l'Afrique? Quels sont, selon vous, les signes d'espoir et les mesures concrètes nécessaires permettant d'y parvenir?*

J-LR : La responsabilité et la capacité de mettre en œuvre des stratégies de développement pour l'Afrique sont l'affaire des Africains exclusivement et durablement. Au mieux, les organisations que vous qualifiez de « partenaires de développement » peuvent venir en appui, mais en aucun cas ne doivent-elles se substituer aux Africains, à moins de courir les yeux bandés près d'un précipice. Au mieux, ces organisations peuvent se concerter entre elles et approfondir ce qu'elles peuvent mettre en commun en appui aux Africains. Cette mise en commun aura besoin d'être précisée avec grand soin, budgétisée et gérée avec attention pour ne pas se diluer dans une mer de bonnes intentions et de désillusions.

CM : *L'Afrique est souvent considérée comme une mosaïque de cultures (langues et traditions parfois hétérogènes), justifiant même l'évocation « des Afriques ». Cette hétérogénéité culturelle n'est-elle pas un défi majeur pour toute entreprise d'intégration? Quelle a été la recette de la Francophonie pour relever ce défi?*

J-LR : La Francophonie est championne mondiale de la reconnaissance de la diversité culturelle de l'humanité et, en conséquence, de la diversité culturelle de l'Afrique. Toutes les grandes régions du monde, sans exception, l'Europe, l'Amérique latine, l'Asie du Sud, les États-Unis, l'Asie du Sud-Est; aucune ne fait exception. Elles sont hétérogènes et le resteront. Seule la délibération permet de conjuguer les trois différents fondamentaux du vivre-ensemble : (1) l'absolue égalité et dignité de tous les humains; (2) la pleine reconnaissance de la diversité de leurs conditions culturelle et linguistique; (3) la convergence des valeurs partagées et l'organisation politique, juridique et institutionnelle de cette réconciliation. Vérité en France et vérité au Cameroun, vérité au Pérou et vérité en Inde, vérité au Maroc et vérité au Brésil, mais aussi en Afrique du Sud, au Mexique, en Irak, en Chine... vérité africaine et vérité universelle!

CM : *Comment évaluez-vous le rythme des réformes en Afrique face à celui des dynamiques régionales au sein du Continent? Pensez-vous que l'intégration de l'Afrique puisse se faire sans de profonds changements en ce qui a trait aux approches de coopération internationale au développement? Comment voyez-vous les mutations nécessaires?*

J-LR : L'intégration de l'Afrique, je le redis, est l'affaire des Africains. Elle ne viendra pas de l'extérieur, ni de la Banque mondiale, ni de l'Union européenne, ni de Beijing, ni de Washington. De ces puissances pourraient venir des appuis aux initiatives africaines. Tout le reste est de l'ordre de l'ingérence et de la manipulation.

CM : *Considérez-vous l'« Afrique émergente » comme un nouveau paradigme de développement exerçant un effet structurant sur la diplomatie économique de la Francophonie en particulier et l'économie politique de l'Afrique en général?*

J-LR : Ces dix dernières années, la réflexion stratégique de la Francophonie a été profondément éclairée par les besoins de l'Afrique. La priorité politique a été donnée à la francophonie économique. Malheureusement, cette volonté n'a pas été suivie d'une coopération forte, faute de volonté des États et, en conséquence, faute pour l'OIF de disposer des ressources financières requises. La Secrétaire générale s'emploie à corriger ce qui doit l'être en recherchant des appuis auprès, notamment, des organisations internationales.

CM : *La conscience de l'intégration en Afrique n'est pas une nouveauté, si l'on se réfère à la foi des Nkrumah et d'autres prophètes de l'unité africaine. En jetant un regard rétrospectif sur la marche africaine vers l'intégration, comment voyez-vous l'évolution de cet héritage au fil du temps? Qu'est-ce qui aurait été perdu en chemin et qui, pour vous, reste à retrouver?*

J-LR : Conceptuellement et politiquement, l'idée et la réalité de l'intégration économique du continent n'ont pas reculé sur le double plan du continent et de ses grandes régions. Cependant, la mise en œuvre effective de cette idée, qui varie d'une région à l'autre, a été ralentie par de multiples causes : l'apartheid sud-africain; l'instabilité et la turbulence dans un grand nombre de pays; les conflits régionaux; les multiples formes de contrôles extérieurs subis par le continent, de la Banque mondiale au Fonds monétaire international, des anciennes puissances coloniales à l'Union européenne. La plupart de ces freins s'estompent aujourd'hui. Certains, tel l'affrontement entre

l'Algérie et le Maroc au sujet du Sahara occidental, sont malheureusement toujours déterminants. Sous la pression des citoyens du continent, les dirigeants trouveront peut-être, un jour, la volonté politique de franchir les obstacles restants et d'accélérer la mise en œuvre des communautés économiques régionales, dont le développement actuel varie de l'une à l'autre. Alors, le grand projet de l'unité du continent pourra prendre forme. Dans l'intervalle, il n'est pas inutile que l'on garde le projet sur la table à dessin et qu'on y travaille. Telle est la situation du plan continental adopté en juin 1991, le fameux Traité d'Abuja, arrêtant, par six étapes successives, la pleine mise en œuvre de la communauté économique africaine en 2027.